

## Retrait du Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires

**Note d'IPES-Food, 26 juillet 2021**

Le Sommet des Nations unies sur les systèmes alimentaires (UNFSS) a suscité de grandes inquiétudes dès le départ. Ses origines étaient opaques, sa relation avec les forums mondiaux existants peu claire et sa gouvernance mal définie (c.à.d. qui est responsable, qui participe et comment les décisions sont prises). Nous avons pu mettre ces préoccupations temporairement de côté dans l'espoir qu'elles seraient traitées au moment où certaines étapes clés du sommet seraient franchies. Cependant, le moment du pré-Sommet est arrivé, et ces préoccupations, soulevées de manière si claire et cohérente par les organisations d'agriculteurs, les mouvements sociaux, la société civile, les peuples autochtones et les scientifiques indépendants, n'ont pas été abordées.

Depuis sa création, le Sommet a menacé de remplacer un débat démocratique par des modes de prise de décision de moins en moins transparentes. Ces inquiétudes ont été alimentées lorsque les organisateurs du sommet ont contourné le Comité des Nations unies pour la sécurité alimentaire mondiale (CSA). Les réformes de 2009 ont fait du CSA le principal espace démocratique pour discuter de l'avenir des systèmes alimentaires, avec un engagement complet en faveur du droit à l'alimentation, des mécanismes permettant d'impliquer la société civile et le secteur privé tout en respectant leur autonomie, et un groupe d'experts de haut niveau (HLPE) fournissant régulièrement des rapports de pointe. En contournant le CSA et en construisant à la hâte une nouvelle architecture, les organisateurs du Sommet ont montré le peu d'intérêt qu'ils portaient à une véritable participation.

En outre, les règles d'engagement du sommet ont été déterminées par un petit groupe d'acteurs. Le secteur privé, les organisations au service du secteur privé (notamment le Forum économique mondial) et une poignée d'experts scientifiques ont lancé le processus et défini l'ordre du jour. Cela signifie que l'accent a été mis sur des « solutions innovantes » évolutives, commerciales et favorables aux investissements. Comme l'ont déclaré trois rapporteurs spéciaux des Nations unies sur le droit à l'alimentation, anciens et actuels, les gouvernements et les groupes de la société civile ont été [invités à une table déjà dressée](#).

Ces préoccupations n'ont pas été prises en compte et des développements récents suggèrent des risques accrus que le Sommet soit capturé par un ensemble étroit d'intérêts. Les journées scientifiques de l'UNFSS (8 et 9 juillet) ont clairement montré que le sommet est utilisé pour promouvoir un nouveau groupe scientifique - un « [GIEC pour l'alimentation](#) » - qui saperait le groupe d'experts de haut niveau et l'organe qu'il sert, le CSA. Le groupe scientifique de l'UNFSS, qui sert d'expérience précoce pour la nouvelle interface science-politique, présente des lacunes à plusieurs égards : il n'est pas transparent ; sa composition est déséquilibrée et ses perspectives et sources de connaissances sont biaisées ; il ne réfléchit pas aux relations entre les systèmes alimentaires et la société ; et il poursuit un programme « technologie et innovation » orienté vers les entreprises.

Des occasions ont également été manquées pour établir des règles d'engagement claires. Les dirigeants du sommet ont laissé entendre que des entreprises individuelles ont été exclues, malgré des affirmations contraires (le sommet ne peut exclure aucune partie), et malgré le fait que les réseaux d'entreprises et les associations commerciales – qui existent pour représenter les intérêts à but lucratif de leurs membres – sont clairement les bienvenus.

En outre, ceux qui souhaitent agir sur les idées ou les opportunités découlant du sommet pourront mobiliser des soutiens et agir avec un mandat effectif du sommet. En réalité, cela signifie que les groupes disposant de ressources suffisantes auront la capacité organisationnelle et les réseaux nécessaires pour mobiliser une importante « coalition multipartite » et mettre en œuvre leurs solutions avec l'accord automatique du sommet. D'autres idées qui dépendent de l'acquisition de ressources auprès des gouvernements, du système des Nations unies ou d'autres instances pour être mises en œuvre auront du mal à s'imposer parmi la multitude de « solutions » autofinancées proposées.

Ces incohérences affaiblissent le travail effectué de bonne foi par de nombreux acteurs du processus de l'UNFSS. En outre, elles créent un dangereux précédent pour l'ensemble du système des Nations unies et menacent d'ouvrir une nouvelle ère de « multi-partenariat » dirigé par les entreprises. Une étape clé – le pré-sommet – a été franchie sans que ces questions fondamentales soient résolues. Les membres d'IPES-Food se retirent donc avec effet immédiat de leurs fonctions au sein du processus du Sommet.\*

Nous le faisons avec regret : le monde avait besoin de toute urgence d'un sommet sur les systèmes alimentaires, mais pas de ce sommet. En nous retirant, nous notons les progrès importants réalisés dans le domaine de l'agroécologie, et nous félicitons les États et autres alliés d'avoir attiré l'attention sur son potentiel de transformation et d'avoir veillé à ce qu'il figure à l'ordre du jour du pré-Sommet. Nous continuerons à fournir des contributions essentielles sur les enjeux du Sommet, et à soutenir le réengagement des organes de l'ONU en faveur de l'agroécologie, l'émergence d'engagements gouvernementaux en faveur de l'agroécologie par le biais du CSA, et diverses configurations à l'appui de ce résultat.

*\*Olivier De Schutter a été co-responsable du pilier « Gestion durable » de la piste d'action 3 : stimuler une production respectueuse de la nature ; Mamadou Goïta a été co-président du réseau des champions ; Emile Frison a été co-responsable du groupe de solutions sur l'agroécologie et l'agriculture régénérative et continuera à soutenir la création de coalitions dans ce domaine à titre individuel.*

---